

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

Albi, le 19/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL GRANITARN CARRIERES
Bois de l'Ebès
81490 Saint-Salvy-de-la-Balme

Références : 81-CARMIN-2024-53
Code AIOT : 0006806965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement SARL GRANITARN CARRIERES implanté Bois de l'Ebès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GRANITARN CARRIERES
- Bois de l'Ebès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme
- Code AIOT : 0006806965 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière, objet de la présente inspection, située au bois de l'Ebès sur la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme, a changé d'exploitant en juin 2023. En effet, la société qui exploitait précédemment cette installation a été placée en liquidation judiciaire. La société GRANITARN, qui possédait déjà l'autorisation d'exploiter cinq autres carrières dans le Sidobre, a donc repris l'exploitation de ce site.

Les blocs de granit extraits sont transformés en tranches, dalles et produits pour l'aménagement urbain et la construction de monuments.

Attributs de l'inspection :

Type d'inspection (*Siège uniquement*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Conditions d'exploitation
- Accès à l'établissement

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de

contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article AP 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
3	Borne de nivellement	Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article AP 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
4	Zone non exploitée	Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article AP 4	Demande d'action corrective	1 Mois
5	Accès à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article AP 1	Demande d'action corrective	1 Mois
6	Clôtures	Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article AP 6	Demande de justificatif à l'exploitant	6 Mois
8	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article CE 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
9	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article CE 7	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production annuelle	Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article 3	
7	Décapage et Défrichement	Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article CE 1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette carrière n'a été que peu exploitée depuis l'arrêté d'autorisation de 2010. La société Granitarn, depuis la reprise des installations en juin 2023, n'a pas réalisé d'extraction de matériaux sur cette carrière.

Aussi, l'inspection a signalé à l'exploitant la nécessité de maintenir une activité extractive afin d'éviter la caducité de l'arrêté


d'autorisation environnementale.

Les constats réalisés sur site relèvent en grande partie des non-conformités relatives aux conditions d'exploitation, au bornage, aux clôtures. Cependant, l'exploitant a engagé rapidement des mesures correctives permettant d'assurer la conformité des installations vis à vis de ces mesures.

Par ailleurs, l'exploitation réalisée sur ce site étant déconnectée des plans de phasages inclus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, il s'avère nécessaire pour la société Granitarn de déposer un dossier de porter à connaissance visant à actualiser ce phasage au regard de l'exploitation passée réelle de ce site et des projections d'exploitation.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Production annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article 3
Thème(s) : Situation administrative - Quantité produite
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale est de 18 000 tonnes
Constats : La société Granitarn a repris le bénéfice de l'autorisation d'exploiter du site situé au Bois de l'Ebès en 2023 (arrêté préfectoral de changement d'exploitant de juin 2023). L'exploitant n'a pas débuté l'exploitation du site, la production pour 2023 et 2024 est donc nulle.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 2 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article AP 2
Thème(s) : Situation administrative - Périmètre autorisé
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue, à ses frais, la délimitation avec matérialisation du périmètre sur lequel porte l'autorisation. A cet effet, des bornes (ou autre repère fixes) sont mises en place en tous points nécessaires pour vérifier le périmètre de l'autorisation en accord avec l'inspection. L'exploitant doit veiller à ce que ces repères restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. Le plan matérialisant la position des repères est à joindre à la déclaration de début d'exploitation.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas présenté de plans de bornage, et il n'a pas été possible de constater la présence de borne. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis un plan de division d'avril 2012 transmis par l'ancien exploitant ainsi que des photos de repères des limites de site. Cependant, le caractère permanent de certains repères n'étant pas garanti, il s'avère nécessaire d'actualiser ces repères. L'exploitant a transmis un bon de commande auprès d'un géomètre pour la mise en place de bornes aux points nécessaires avec une intervention prévue le 25 novembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant justifie de l'actualisation de ces repères/bornes dans un délai d'un mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois


N° 3 : Borne de nivellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article AP 3
Thème(s) : Situation administrative - Périmètre autorisé
Prescription contrôlée : En complément à la matérialisation du périmètre défini ci-dessus, l'exploitant met en place au minimum une borne de nivellement rattaché au niveau NGF, en tout point nécessaire pour vérifier les côtes minimales de l'extraction autorisée, en accord avec l'inspection. Le positionnement de cette borne est matérialisé sur le plan précédent.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence d'une borne de nivellement dans l'emprise de la carrière. Cependant, l'exploitant a transmis, postérieurement à l'inspection, un bon de commande auprès d'un géomètre pour la pose d'une borne de nivellement avec une date d'intervention le 25 novembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à transmettre à l'inspection le justificatif d'implantation d'une telle borne dans un délai d'un mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois


N° 4 : Zone non exploitée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article AP 4
Thème(s) : Situation administrative - Périmètre autorisé
Prescription contrôlée : La zone non exploitée : la pointe Nord-Est de la parcelle 252p est délimitée par des bornes (ou repères fixes) maintenues visibles et en bon état pendant toute la durée de l'autorisation. L'exploitant veille à ce que ces bornes (ou repères fixes) restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le site n'est actuellement pas exploité et ne présente que peu de traces de l'exploitation réalisée par l'ancien exploitant. La zone ne devant pas être exploitée n'est pas matérialisée. Cependant, l'exploitant, postérieurement à l'inspection, a entrepris l'installation d'une clôture autour de la zone exploitable. La périmètre délimité par cette clôture exclura la zone non exploitable.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera, dans un délai d'un mois, l'installation effective de cette clôture et sa localisation.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 5 : Accès à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article AP 1
Thème(s) : Situation administrative - Accès au site
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place, à ses frais, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Lors de la visite du site, il a pu être constaté la présence en entrée de site d'une chaîne, limitant l'accès. Un panneau indiquant l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation et l'objet des travaux. Le panneau ne présente pas l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à mettre en place cet affichage et le justifier à l'inspection dans un délai d'un mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 6 : Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article AP 6
Thème(s) : Situation administrative - Accès au site
Prescription contrôlée : L'accès à toute zone dangereuse des travaux est interdit par une clôture ou tout autre dispositif équivalent. Un portail fermant à clé est implanté au niveau de l'entrée unique de la carrière. Des panneaux interdisant l'accès et rappelant le danger sont implantés le long de cette clôture à intervalles réguliers. Le danger est également signalé par des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords des travaux.
Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté l'absence de clôture autour du site. Cependant, celui-ci ne présente que peu de traces d'exploitation de l'ancien exploitant, et la société Granitarn ne réalise actuellement pas d'extraction sur ce site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à mettre en place un dispositif de clôture autour des zones concernées avant de débiter les travaux de décapage et d'extraction sur le site.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 Mois

N° 7 : Décapage et Défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article CE 1
Thème(s) : Risques chroniques - Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : Le décapage éventuel des terrains est limité aux besoins de la phase en cours d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles, qui sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état. Les travaux de décapage sont réalisés, dans la mesure du possible, en dehors de la période sèche d'été (juillet à septembre). Dans le cas contraire, toutes mesures sont prises pour limiter les émissions de poussières dans l'environnement. Le défrichement est exclusivement réalisé en dehors des périodes de reproduction de l'avifaune (de juin à août inclus).
Constats : Le site n'est actuellement pas en exploitation et ne fait donc pas l'objet de travaux de défrichement ou de décapage.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2010, article CE 2
Thème(s) : Risques chroniques - Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée, de la voirie et de tout élément de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. Cependant, la bande des 10 mètres, située à l'Est du site et mitoyenne de la carrière exploitée par la SAS PLO, peut être exploitée selon les prescriptions précisées dans l'article.
Constats : Le site ne fait actuellement pas l'objet d'exploitation. De plus, les traces d'exploitation par le précédent exploitant sont rares. Les conditions d'exploitation ne respectent pas les phasages définis dans l'arrêté préfectoral en vigueur. En particulier, la temporalité du phasage s'avère déconnectée de celle prescrite. L'arrêté d'autorisation date de 2010, l'exploitation actuelle devrait donc correspondre à la 3ème tranche quinquennale. Or, les traces actuelles d'extraction de matériaux observées pendant l'inspection sont localisées uniquement sur le secteur sud-est, correspondant au début de la 1ère phase d'exploitation. L'exploitant a transmis, postérieurement à l'inspection, un bon de commande passé auprès de la société Artifex pour la réalisation d'un dossier de porter à connaissance permettant d'actualiser le phasage avec un échéance au 20 décembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à actualiser les plans de phasage de l'exploitation en déposant auprès de l'inspection un dossier de porter à connaissance au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement accompagné de tous les éléments d'appréciation liés aux impacts des modifications apportées.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois